**MESSAGE DU**

**SECRETARIAT DE LA COMMUNAUTE DES CARAIBES**

**(CARICOM)**

**Lancement du Mois de l’Energie de la CARICOM de 2017**

Université Quisqueya

Port-au-Prince, Haïti

30 octobre 2017

* Monsieur Fritz Caillot, *Ministre des Travaux Publics, Transports et Communication*
* Monsieur Jacky Lumarque, *Recteur de l’Université Quisqueya*
* Dr. Everson Calixte, *Conseiller en énergie du Président de la République d’Haïti*
* Mr. Marc‑André Chrysostome, *Coordonnateur de la Cellule Energie du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication*
* Dr. René Jean‑Jumeau, *Directeur Exécutif de l’Institut Haïtien de l’Energie*
* Autres représentants de l’*Université* *Quisqueya* et du *Gouvernement d’Haïti*, nos partenaires dans l’organisation de la présente initiative
* Représentants du corps diplomatique, des organisations internationales
* Frères et sœurs de la Communauté des Caraïbes

C’est avec un grand plaisir que je vous souhaite chaleureusement la bienvenue, de la part du Secrétaire Général de la CARICOM, et plus généralement de la part de l’ensemble de notre Secrétariat. Nous nous réjouissons de pouvoir lancer ici, en Haïti, ce Mois de l’Energie du CARICOM, qui sera célébré durant tout le mois de novembre. Le choix d’Haïti comme hôte de cette activité est significatif puisque Haïti – le plus récent de nos Etats-Membres, qui a rejoint la CARICOM en 2002 – compte environ les deux tiers de la population de notre Communauté.

Le Mois de l’Energie de la CARICOM, célébré chaque année en novembre, a pour objet d’offrir à l’ensemble de la Communauté – le Secrétariat, les institutions et les Etats-Membres – l’opportunité de **faire un état des lieux** et **d’ajuster les perspectives d’avenir** dans la recherche d’une voie vers une énergie durable pour la région. Ce mini-Symposium s’inscrit parfaitement dans ce cadre et, avec cet évènement, nous envisageons de pouvoir identifier des opportunités, en examinant les solutions possibles à apporter à certains des défis qui retardant toujours l’avancée d’Haïti, et de la région dans son ensemble, vers un développement durable du secteur de l’énergie.

La région caraïbe est constituée principalement de Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), qui rencontrent tous un certain nombre de défis et de handicaps dans leur quête du développement durable. En particulier, nos PEID se trouvent sur la “ligne de front” du changement climatique et de la recherche d’un développement durable. La complexité du changement climatique, et des impacts qu’il ne manquera pas de provoquer, reste la **principale menace** au développement durable de nos pays des Caraïbes, et le cout de l’adaptation est déjà extrêmement important.

La récente vague de cyclones – Irma, Jose and Maria, qui ont frappé la Caraïbe en août et septembre derniers – a modifié l’approche et l’ordre du jour de ce Mois de l’Energie. Ces phénomènes climatiques extrêmes ont causé des dégâts extrêmement importants aux réseaux et aux autres infrastructures des pays touchés, ce qui a eu un impact important, même s’il est ou sera temporaire, sur la **disponibilité d’accès aux sources d’énergie modernes** pour les habitants de la Dominique, des Iles Vierges Britanniques et d’autres territoires. Ceci illustre bien comment notre vulnérabilité au climat et aux désastres peut retarder notre progrès vers la réalisation des Objectifs du Développement Durable adoptés à l’échelle mondiale. L’objectif 7 vise en effet à: “Garantir l’accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable”.

Les tendances observées, les connaissances théoriques du système climatique et les modélisations numériques démontrent que le réchauffement climatique accroit les risques de ces types de phénomènes. Nous pouvons donc nous attendre à ce que les situations climatiques extrêmes augmentent et empirent dans un avenir où les cyclones de forte intensité feront partie de la “nouvelle norme”. Les débats autour de la question de savoir si certains évènements sont “causés” par le changement climatique pourra se poursuivre, mais chacun de ces évènements nous offre d’importantes leçons sur notre vulnérabilité face au changement climatique.

L’objectif de “reconstruire mieux”, dans notre contexte caribéen, demandera qu’une attention toute particulière soit portée à la vulnérabilité de nos iles. Notre avenir réside dans une **réduction des risques futurs** liés aux impacts des phénomènes climatiques extrêmes, ce qui nous demande d’adapter nos systèmes économiques, sociaux et environnementaux à des changements désormais inévitables. Nous devons placer le **ciblage stratégique de l‘énergie, du climat et de la réduction des risques** au cœur de nos modèles de développement respectifs, afin que la production, la distribution et l’utilisation efficaces et rentables de l’énergie renouvelable *découple notre développement* de l’utilisation d’une énergie fossile très couteuse. Ce faisant, la conception d’un nouveau système énergétique peut nous offrir l’opportunité d’augmenter la capacité de nos secteurs, tant dans le domaine économique que dans le social, à répondre de façon stratégique aux risques climatiques et aux désastres. Le thème du Mois de l’Energie de la CARICOM, “**RE-penser l’énergie: façonner une communauté résiliente”,** vise à diffuser ce message.

Mais la dure réalité est que, dans le contexte économique actuel, la plupart de nos pays ne connaissent qu’une croissance très limitée et ne sont pas en mesure de répondre pleinement aux menaces climatiques.

Nos pays doivent donc faire face au cercle vicieux des **impacts climatiques extrêmes, d’un endettement élevé** et **du fort coût de l’importation des carburants fossiles.** Durant la dernière décennie, les prix élevés et les fluctuations imprévisibles des prix du pétrole ont systématiquement compromis les efforts déployés par nos gouvernements pour stimuler le développement économique dans les secteurs productifs et ont fortement contribué à notre haut niveau d’endettement. Dans le même temps, l’impact des désastres – inondations, glissements de terrain et cyclones – ont constamment érodé les modestes avancées économiques de nombre de nos pays et ont, dans certains cas, considérablement augmenté la dette. En conséquence, les haut niveaux d’endettement auxquels nos pays doivent faire face et la fréquente perte de parts importantes de notre PIB pour cause de désastres limitent la capacité de nos gouvernements à faire les investissements nécessaires pour transformer le secteur de l’énergie dans nos pays et investir dans la résilience.

Un autre fait essentiel est que la transformation des marchés énergétiques de la CARICOM nécessite que chacun de ses Etats-membres mobilise des capitaux importants ; rien que pour les systèmes électriques, on estime qu’il faudrait un total de US$ 20 milliards sur les 5-10 ans à venir. Dans le “concours de circonstances” auquel la région est confrontée, d’où peuvent donc venir les investissements nécessaires pour faire passer nos systèmes énergétiques des conceptions traditionnelles, héritées à des conceptions modernes, intelligentes et résilientes, capables de soutenir plus efficacement les besoins de développement durable de nos pays ?

À titre d'exemple, à la veille du passage de l’ouragan Maria, la Dominique était sur le point de signer un contrat de financement pour la construction d'une centrale géothermique pouvant réduire de 50% la dépendance du pays sur l’électricité à base de combustibles fossiles. Aujourd’hui, le gouvernement est confronté à la priorité de venir au secours de ses citoyens, qui ont tous été touchés, pour leur fournir nourriture, eau, un abri et d’autres besoins de base.

Même avant Irma et Maria, nombre de nos pays avaient du mal à moderniser des centrales électriques obsolètes et à réduire leur forte dépendance vis-à-vis du pétrole importé, ainsi qu’à améliorer les réseaux électriques fragiles qui existent dans des nombreux cas. La situation en Haïti – un Etat-membre qui représente deux tiers de la Communauté des Caraïbes en termes de population – est une situation à laquelle plus d’attention devrait être portée. La pénétration limitée de l'électricité en Haïti se traduit par 50% des citoyens de la CARICOM vivant sans accès à des services énergétiques non-polluants et modernes. La stratégie énergétique régionale ne réalisera pas son objectif si la situation énergétique de certains parmi les plus vulnérables de nos citoyens n’est pas résolue convenablement.

Les spécialistes du secteur s’accordent sur la nécessité de mettre en place un environnement d’investissement solide attirant du “capital abordable” afin de mettre en place une réforme significative et transformatrice au sein du secteur de l’énergie de la CARICOM. L’expérience internationale montre que la disponibilité de capital public est essentielle pour stimuler les investissements privés dans le secteur de l’énergie durable. Dans un contexte d'intérêt croissant dans les sources d'énergie renouvelables, il est reconnu que les gouvernements doivent jouer un rôle très actif dans la promotion et le pilotage de la transition énergétique.

Les liens entre *énergie durable* et *développement durable* sont clairs. La résilience économique, sociale et environnementale ciblée par le Plan Stratégique Quinquennal de la CARICOM peut découler de systèmes et de projets énergétiques convenablement conçus pouvant contribuer de façon positive à divers domaines, tels la protection environnementale, la production d’eau et la sécurité alimentaire. Le rôle catalyseur du secteur de l’énergie est manifeste aussi pour d’autres questions socio-économiques, telles la promotion de l'éducation, de la santé et de l'agriculture durable, ainsi que la création d'emplois.

Dans le contexte des contraintes naturelles et des défis économiques auquel la région est confrontée, et qui limitent notre capacité à mobiliser les ressources nécessaires pour promouvoir des investissements énergétiques durables, des changements dans les systèmes mondiaux d’aide au développement et de financement climatique devraient reconnaître et cibler les spécificités et les vulnérabilités des PEID. Le Fonds vert pour le climat peut fournir un accès fiable à des financements pour le développement et des prêts concessionnels internationaux pour soutenir des investissements pour l’adaptation au, et l’atténuation du, changement climatique, y compris des actions d’énergie durable. De plus, les “Debt for Climate swaps”, les échanges de créances en faveur d’actions pour le climat, qui concernent essentiellement des investissements en énergie propre, ont le potentiel de jouer un rôle transformateur et méritent d’être considérés sérieusement. Prises ensemble, ces deux actions sont à même de fournir une grande partie du capital public nécessaire pour relancer le cycle de croissance et soutenir l'avenir durable que nous voulons. Combattre le changement climatique, promouvoir le développement durable et relever les défis énergétiques de nos pays nécessite, *entre autres*, des partenariats solides.

M. le Président, nous sommes reconnaissants au gouvernement d’Haïti pour son partenariat avec le Secrétariat de la CARICOM dans le lancement du Mois de l’énergie 2017 de la CARICOM. Les sociétés peuvent souvent identifier les moments ou les événements formateurs qui ont façonné la situation dans laquelle elles se trouvent aujourd’hui et, en rétrospective, elles peuvent voir facilement comment ces moments ou événements ont déclenché ce qui a suivi.

Le Secrétariat a l'intention de travailler avec le gouvernement d'Haïti pour faire en sorte que, lorsqu’il est revu avec du recul, l’événement d’aujourd’hui sera reconnu comme l'un de ces moments décisifs, un moment où notre engagement en faveur d'une coopération énergétique renforcée nous aura mis sur la voie de la croissance durable et de la prospérité nécessaires pour maîtriser les défis sociaux et économiques auxquels nous faisons face.

Ensemble, nous pouvons faire des pas importants pour fournir des approvisionnements d’énergie sûrs, efficaces et rentables capables de dynamiser l’avenir de cette région, de cette nation et de son people, durablement.

*Je vous remercie.*

**Dr. Devon Gardner**

Responsable de l’Unité Energie

Secrétariat de la CARICOM